

Soutien

«Les moudjahidines ne sont pas des terroristes»

Plusieurs personnalités, parmi lesquelles le démocrate américain Howard Dean, viennent d'apporter leur soutien aux moudjahidines iraniens

Alain Jourdan

L'ancien président du Parti démocrate américain (2005-2009) Howard Dean a fait un voyage éclair à Genève la semaine passée pour apporter son soutien aux opposants iraniens du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI). L'ancien candidat aux primaires démocrates de l'élection présidentielle de 2004, proche de Barack Obama, estime qu'il est temps que les Etats-Unis retirent le CNRI, vitrine des moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI), de la liste des organisations considérées comme terroristes par les Etats-Unis. Les Européens l'ont déjà fait. Outre-Atlantique, Howard Dean n'est plus le seul à penser qu'il faut revoir la doctrine américaine en ce qui concerne cette organisation. L'ancien secrétaire américain à la Sécurité intérieure Tom Ridge, l'ancien ministre de la Justice Michael Mukasey, et l'ex-maire de New York Rudolph Giuliani le souhaitent aussi. Des militaires ont également pris la parole ces dernières semaines pour dire que cette mise à l'index n'avait plus de sens.

Pourquoi êtes-vous venu à Genève?

Je suis venu pour parler des droits de l'homme et plus précisément de ce qui risque de se passer dans le camp d'Ashraf (1) quand l'armée américaine aura quitté l'Irak. Si nous ne faisons rien, il y aura une tragédie humaine. Je suis inquiet parce que je pense que les agents du régime iranien attaqueront ce camp dès qu'ils le pourront.

L'organisation qui vous a invité est encore inscrite sur la liste des organisations terroristes aux Etats-Unis...



Howard Dean (à droite), ex-président du Parti démocrate américain et proche de Barack Obama, lors de son passage à Genève mercredi passé. FRANK MENTHA

Oui mais les choses sont en train de changer. Les Etats-Unis doivent retirer l'OMPI de cette liste. Nous sommes plusieurs à le dire. Ce n'est pas une organisation terroriste. Les moudjahidines sont en faveur du suffrage universel et ils ont rejeté la violence.

Pourquoi est-il si important de soutenir les opposants iraniens aujourd'hui?

Le régime iranien torture sa population, viole les droits de ses citoyens et finance des organisations terroristes. On ne compte plus les exactions commises ni même les exécutions. C'est un pouvoir théocratique qui propage la violence au Moyen-Orient. C'est une source d'instabilité pour toute la région. On a vu que les peuples de la région aspirent à plus de liberté et de démocratie. Leur combat est légitime.

Le discours tenu par Hillary Clinton à Genève sur les droits de l'homme encourage-t-il le changement d'attitude à l'égard de l'Iran?

Si l'on veut être crédible dans la région, on doit défendre ces principes. Avec Barack Obama, le blason des Etats-Unis s'est redoré. La politique du président a trouvé un écho en plaçant les droits de

l'homme au-devant de sa politique. Il faut continuer sur cette voie.

Au regard de cette nouvelle doctrine des droits de l'homme, la situation libyenne doit-elle vous poser problème, non?

C'est un problème très difficile pour les Etats-Unis. On a une histoire récente dans la région qui nous oblige à être prudent. Depuis peu, notre image auprès des pays arabes s'est améliorée. L'utilisation de la force aurait des répercussions négatives sur la ré-

gion. Cependant, on ne peut pas laisser Kadhafi tuer sa population. Il serait, en revanche, envisageable d'agir pour la défendre.

(1) Au nord-est de Bagdad, le camp d'Ashraf accueille depuis la chute du président irakien Saddam Hussein les familles des opposants iraniens au régime de Téhéran. Le CNRI accuse régulièrement les autorités iraniennes de faire pression sur Bagdad pour obtenir la fermeture de ce camp et l'expulsion des opposants.

Protéger Ashraf

● Lors de la réunion organisée par le CNRI à l'hôtel Crown Plaza, une délégation de parlementaires suisses (1) a rendu publique une déclaration de soutien aux opposants iraniens. Laquelle appelle les autorités de Bagdad à «dissoudre le comité chargé de la fermeture du camp d'Ashraf, placer ce dossier sous l'autorité du Parlement irakien et mettre fin immédiatement à la torture psychologique des résidents par les agents des services iraniens». La présidente du Conseil national

de la résistance iranienne Maryam Radjavi reproche au gouvernement suisse de «faire preuve de complaisance à l'égard du régime des mollahs» et de développer ses relations économiques avec l'Iran, malgré des violations graves des droits de l'homme. **A.J.**

(1) Jean-Charles Rielle, Francine John-Calame, André Daguet, Luc Barthassat, Alice Glauser-Zufferey, Eric Voruz, Christian Dandrès, Christiane Perregaux.